

# Tunisie : Poursuite des mobilisations contre le blanchiment des corrompus de l'ère Ben Ali

mercredi 9 septembre 2015, par [Divers](#) (Date de rédaction antérieure : 8 septembre 2015).

**Les opposants au gouvernement Nidaa Tounes - Ennahdha maintiennent la manifestation prévue samedi 12 septembre à Tunis, malgré son interdiction dans le cadre de la proclamation de « l'état d'urgence ».**

Sommaire

- [Manifestations en Tunisie \(...\)](#)
- [Sfax : altercation entre \(...\)](#)
- [Des associations dénoncent \(...\)](#)
- [L'opposition décidée à manifester](#)

8 septembre

## Manifestations en Tunisie contre un projet de loi de « Réconciliation économique »

<http://www.maghrebemergent.com/actualite/maghrebine/51030-manifestations-en-tunisie-contre-un-projet-de-loi-de-reconciliation-economique.html>

Le projet de loi portant réconciliation économique en Tunisie, notamment pour les grosses fortunes amassées durant le régime Benali, ne semble pas passer devant l'opinion publique. Plusieurs manifestations de protestation contre ce projet de loi, déposé au parlement fin juillet, ont été organisées lundi à travers plusieurs villes du pays.

Lundi 7 septembre à Sidi Bouzid, d'où est parti l'étincelle de la Révolution de Jasmin qui a fait "dégager" Benali et son régime corrompu, la police a empêché une manifestation de dénonciation de ce projet de loi, voté en conseil des ministres en juillet dernier. Selon l'agence "TAP", "les forces de sécurité ont interdit lundi l'organisation d'une manifestation contre la loi de réconciliation économique à l'avenue principale de la ville de Sidi Bouzid". "Des composantes de la société civile et des représentants des organisations régionales se sont réunis devant le siège de l'Union régionale du travail (URT), répondant à l'appel de l'Union régionale des diplômés sans emploi, pour exprimer leur refus de la loi de réconciliation économique", ajoute TAP. Les manifestants ont notamment dénoncé ce projet de loi présenté par la présidence tunisienne, et appelé à plus de "justice sociale", comme ils ont revendiqué "le droit au travail". Appelant "à la chute du gouvernement", les manifestants ont par ailleurs estimé que "l'état d'urgence (imposé depuis la recrudescence des actes terroristes en Tunisie, NDLR), sert de prétexte pour la répression des mouvements de protestation". A Sfax, les forces de sécurité "ont fait usage d'une violence disproportionnée les manifestants qui

observaient un sit-in'' de protestation contre ce projet de loi, ont dénoncé les partis Al Massar et l'Union Populaire Républicaine (UPR).

Même mobilisation à Tozeur (sud) de partis et de la société civile, qui ont organisé lundi un sit-in contre ce projet de loi.

### **Tous contre l'amnistie des grosses fortunes**

Au sein de la société civile tunisienne, le projet fait débat, et est rejeté en bloc car étant incompatible avec la nouvelle Constitution du pays. Le constitutionnaliste Jawhar Ben Mbarek, qui estime que ''c'est une sorte d'amnistie spéciale pour certaines personnes'', n'es pas loin de s'interroger sur l'efficacité de cette loi qui, selon lui, ne sera d'aucun apport financier dans la mesure où la majorité des biens appartenant aux personnes accusés de corruption sont confisqués. '' Il s'agit juste d'une amnistie au profit d'un groupe de corrompus qui fera perdre à l'Etat l'occasion de les poursuivre fiscalement'', a-t-il ajouté.

Dans une contribution au site ''Contrepoints.org'', Amir Mastari relève de son côté que '' les auteurs de ce projet de loi (pour la réconciliation économique) semblent négliger le fait que l'on est dans un contexte post-révolution'', relevant que ''c'est peut être politiquement correct, pour le parti de Nida Tounes, de tenter de préserver les intérêts des plus riches pour que ceux-ci servent le parti au moment des élections''.

### **Nida Tounes mal barré**

Mais, cela renvoie également un signal fort du désintérêt du parti du Président aux ''revendications (des Tunisiens) quant à la lutte contre l'impunité, la rente et le clientélisme''. Et puis, ''cela risque de remettre en cause la transition démocratique dans le pays et exacerber les tensions radicales dans la société tunisienne'', affirme t-il encore. Pour de nombreux activistes tunisiens, la proposition du parti Nida Tounes de BCE est anticonstitutionnelle. L'article 148 de la Constitution stipule en fait que ''l'État s'engage à mettre en application le système de la justice transitionnelle dans tous ses domaines et dans les délais prescrits par la législation qui s'y rapporte. Dans ce contexte, l'évocation de la non-rétroactivité des lois, de l'existence d'une amnistie ou d'une grâce antérieure, de l'autorité de la chose jugée ou de la prescription du délit ou de la peine, n'est pas recevable''.

### **Algérie, Maroc, même combat**

La proposition des dirigeants Tunisiens de réconciliation économique, une sorte d'amnistie, pour les grosses fortunes amassées du temps de Benali, a été déjà appliquée en Algérie et au Maroc pour légaliser les fonds non déclarés et bancarisés. La LFC2015 a introduit en Algérie la possibilité pour les détenteurs de fonds non déclarés de les bancariser complètement en payant une taxe forfaitaire de 7%. L'opération est en cours, aucun bilan n'a été donné pour le moment.

Par contre, au Maroc, l'opération ''Contribution libératoire'', semble connaître quelques ''couacs'', les déclarants n'ayant pas, selon l'Office des changes, tout déclaré de leur patrimoine à l'étranger. L'opération clôturée le 31 janvier dernier, avait été marquée par la déclaration de 8,41 milliards de dirhams, et rapporté 315 millions de dirhams pour le Fonds de Cohésion Sociale.

6 septembre

### **Sfax : altercation entre forces de sécurité et manifestants opposés à la loi sur la « réconciliation économique »**

<http://www.lapresse.tn/article/sfax-altercation-entre-forces-de-securite-et-manifestants-opposes-a-la-loi-sur-la-reconciliation-economique/94/5125>

Une altercation a eu lieu, dimanche à Sfax, entre forces de l'ordre et des manifestants opposés à la

loi sur la réconciliation économique, a-t-on appris de sources concordantes. Sous le slogan « Manech Msamheen » (pas de pardon), la manifestation était organisée par des jeunes sfaxiens et nombre de composantes de la société civile devant le siège de la banque centrale à Sfax pour protester contre la loi sur la réconciliation économique.

« Les forces de l'ordre ont fait usage d'une violence disproportionnée pour disperser les manifestants qui participaient pacifiquement au sit-in », a déclaré Chafik Ayadi, représentant du Front Populaire à l'Assemblée des représentants du Peuple (ARP). « Près de 16 blessés ont été transférés à l'hôpital pour y recevoir des soins », a encore précisé M. Ayadi qui était présent sur les lieux. L'usage de violences disproportionnées a été démenti de sources sécuritaires dans la région. « Seule une grenade lacrymogène a été utilisée pour disperser la manifestation », a confirmé un responsable sécuritaire qui précise que la manifestation n'avait pas d'autorisation des autorités locales.

8 septembre

## **Des associations dénoncent l'interdiction des manifestations sous couvert de l'état d'urgence**

<http://www.maghrebemergent.com/actualite/breves/fil-maghreb/51027-tunisie-des-associations-deno-ncent-l-interdiction-des-manifestations-sous-couvert-de-l-etat-d-urgence.html>

Des associations de défense des droits de l'Homme ont dénoncé, lundi, la décision du ministère de l'Intérieur d'interdire les manifestations, appelant à respecter le droit de manifester garanti par la Constitution.

Ils ont, également, appelé à interdire l'usage de la force et de la violence et à poursuivre les auteurs de ces actes.

La liberté de pensée, d'expression, de manifestation et de réunion sont des droits garantis par la Constitution sans lesquelles l'exercice de la citoyenneté et la réalisation de la transition démocratique ne peuvent pas être concrétisés, a déclaré, lundi à l'agence TAP, Abdelbasset Ben Hassen, président de l'Institut arabe des droits de l'Homme (IADH).

S'agissant de l'état d'urgence, Ben Hassen a rappelé que les principes mentionnés dans la Constitution ainsi que dans la loi internationale des droits de l'Homme, particulièrement l'article 4 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, ne sont pas en contradiction avec l'état d'urgence. La loi stipule que la déclaration de l'état d'urgence « ne doit pas servir de prétexte pour violer ces droits », a-t-il ajouté.

De son côté, la Ligue tunisienne de défense des droits de l'Homme (LTDH) a dénoncé, dans un communiqué, « les abus à répétition commis contre des manifestants sous couvert de l'état d'urgence », estimant que ces pratiques constituent une violation manifeste des droits mentionnés dans la Constitution et des Pactes ratifiés par l'Etat tunisien.

La Ligue a, par ailleurs, exigé l'ouverture d'une enquête « sérieuse et indépendante » sur ces agressions « complètement inadmissibles » dans une société démocratique.

L'Organisation tunisienne de lutte contre la torture a, pour sa part, appelé, dans un communiqué, les autorités au respect du droit de manifester et à mettre un terme à l'état d'urgence.

L'Organisation a noté la recrudescence de la répression contre les rassemblements et les manifestations pendant l'état d'urgence, relevant plusieurs abus, notamment l'usage de la violence, le 1<sup>er</sup> septembre courant Place Mohamed Ali et à l'Avenue Habib Bourguiba, lors d'un rassemblement de jeunes dénonçant le projet de loi relatif à la réconciliation économique.

8 septembre

## **L'opposition décidée à manifester malgré l'interdiction**

<http://directinfo.webmanagercenter.com/2015/09/08/tunisie-des-partis-politiques-attaches-a-la-marche-contre-le-projet-de-loi-sur-la-reconciliation/>

Les partis et associations ayant pris part à la rencontre nationale politique et civile, tenue les 7 et 8 septembre 2015, réaffirment leur attachement à l'organisation d'une marche populaire pacifique, le 12 septembre prochain, pour revendiquer le retrait du projet de loi sur la réconciliation économique, a déclaré Hama Hammami, porte-parole du Front populaire.

Les forces politiques et civiles participant à cette réunion ont qualifié ledit projet de loi de « soulèvement contre la constitution, d'atteinte flagrante à ses dispositions et de main-mise sur le processus de justice transitionnelle », a-t-il dit, dans une déclaration à la presse mardi.

Hammami a expliqué que la marche prévue vise à défendre les droits et libertés, dont le droit de manifester.

Il a lancé un appel à participation à l'adresse de l'ensemble des forces politiques, sociales et civiles opposés au projet de loi sur la réconciliation économique et financière.